CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 9 mai 1960

La séance est ouverte à deux heures et demie.

QUESTION DE PRIVILÈGE

DÉCLARATIONS CONTRADICTOIRES DE L'HONORABLE SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET DU PREMIER MINISTRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

(Texte)

L'hon. Lionel Chevrier (Laurier): Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège. Une déclaration faite par un ministre de la Couronne, en cette enceinte, au cours d'un débat qui a lieu récemment, a été contredite par le premier ministre d'une province; ceci constitue donc une question de privilège touchant tous les députés de la Chambre.

S'adressant à la Chambre le 26 avril 1960, l'honorable solliciteur général (M. Balcer) disait, ainsi qu'en fait foi la page 3286 du hansard:

Et quelques jours avant sa mort, l'honorable M. Duplessis affirmait être en état de présenter, en octobre, une proposition concrète aux ministres d'Ottawa. Cette proposition concrète, c'est l'honorable Paul Sauvé qui l'a présentée. Les ministres fédéraux en ont discuté avec M. Sauvé, et lorsque celui-ci est tragiquement disparu, il ne restait qu'à mettre au point des questions de détail, ce qui fut fait au cours d'un tête-à-tête entre le premier ministre,—successeur de M. Sauvé,—l'honorable Antonio Barrette et le ministre des Finances du Canada, parrain du bill que nous étudions en ce moment.

Nous avons magnifiquement tenu parole puisque le premier ministre M. Barrette estime le projet de loi à l'étude conforme aux termes de la proposition de M. Duplessis, reprise par M. Sauvé et ensuite par M. Barrette lui-même.

Dans une déclaration qu'il faisait hier à Joliette, l'honorable premier ministre du Québec, comme en fait foi *Le Devoir* de ce matin, disait autre chose:

M. Barrette a dit qu'il n'a jamais été question d'entente avec Ottawa, mais de la décision prise par un gouvernement autonome pour régler un problème épineux. Nous avons ainsi, dit-il, en exprimant fièrement notre volonté, réussi à faire rentrer dans le Québec des taxes pour \$10 millions par année et les \$25 millions qui dormaient dans des coffres à Ottawa.

Nous avons même, dit-il, fait admettre à Ottawa qu'il sortira complètement du domaine de l'éducation, remportant ainsi la victoire après des années de lutte.

A mon avis, l'honorable solliciteur général se doit, dans les circonstances, d'expliquer cette contradiction entre sa propre déclaration à la Chambre et celle du premier ministre du Québec, à Joliette.

M. Pigeon: C'est de la petite politique, de la petite politique!

(Traduction)

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, il est manifeste qu'il n'y a pas là matière à la question de privilège. Le député de Laurier a choisi ce moyen de soulever, en l'absence du solliciteur général (M. Balcer), une question sur une mesure dont la Chambre est saisie, débat qui reprendra demain après-midi. Mon honorable ami, ainsi que les députés qui sont au courant du Règlement de la Chambre, doivent parfaitement se rendre compte que cette affaire ne constitue pas matière à la question de privilège et que le député n'était pas autorisé à la soulever comme il l'a fait.

BILLS PRIVÉS EN GÉNÉRAL

M. McCleave présente le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE DÉSARMEMENT—RAPPORT SUR LES RÉUNIONS, À ISTANBUL, DES MINISTRES DES AFFAIRES EXTÉRIEURES DE L'OUEST ET DU CONSEIL DE L'OTAN

L'hon. Howard C. Green (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, j'ai pensé que la Chambre trouverait utile que je dise quelques mots de mon voyage à Istanbul. Comme les députés le savent probablement, il y a eu là deux réunions: la première, il y a eu une semaine hier, qui a groupé les cinq ministres des Affaires extérieures de l'Ouest, représentant les États membres du comité des dix pays sur le désarmement. A cette première réunion on s'était donné pour tâche de rédiger des conseils à l'intention des trois chefs de gouvernement de l'Ouest qui doivent prendre part à la conférence au sommet qui débute le 16 mai, au sujet du désarmement, et aussi de déterminer quel progrès a été réalisé par la commission du désarmement même, de voir quelles propositions devraient être faites aux négociateurs mandataires des cinq puissances occidentales, et enfin, de rédiger un rapport sur le désarmement à l'intention du Conseil de l'OTAN qui devait se réunir les trois jours suivants.

Le général Burns nous a accompagnés à Istanbul, parce que la question qui nous y intéressait le plus est celle du désarmement et, comme on sait, c'est lui qui dirige la